



**Laboratoire d'Economie de la Production et  
de l'Intégration Internationale**

Département Energie et Politiques de  
l'Environnement (EPE)  
FRE 2664 CNRS-UPMF



## **Les enjeux politiques des hydrocarbures de la Caspienne et de la Russie**

A paraître dans *L'Etat du monde 2007*, La Découverte

**Catherine Locatelli**

**Mars 2006**



## **Les enjeux géopolitiques des hydrocarbures de la Caspienne et de la Russie**

C. Locatelli, chargée de recherche CNRS,  
EPE-LEPII, Université de Grenoble II  
Mars 2006

### **La Russie : un fournisseur majeur d'hydrocarbures pour l'Europe**

Avec 38 % des réserves prouvées mondiales de gaz et 6 % de celles de pétrole, la Russie, héritière des gisements d'hydrocarbures, des infrastructures et des contrats de l'Union soviétique, est le premier producteur mondial de gaz (640 Gm<sup>3</sup>) et le deuxième producteur mondial de pétrole (9,4 Mb/j) derrière l'Arabie Saoudite. Fournisseur majeur de l'Europe en matière de gaz et de pétrole, elle représente 36 % des approvisionnements gaziers de l'Union Européenne (EU) hors pays baltes (soit 123,2 Gm<sup>3</sup>). A ce titre, l'EU constitue son marché d'exportation privilégié. Quant au pétrole russe, il est exporté essentiellement vers l'Europe soit près de 5 Mb/j en 2005.

L'effondrement de l'Union soviétique et du CAEM a quelque peu fragilisé le dispositif d'exportation de la Russie, tout particulièrement pour le gaz naturel dont les exportations dépendent très fortement dépendantes des réseaux de gazoducs en place. L'indépendance de l'Ukraine et de la Biélorussie - par lesquelles passe la quasi-totalité des exportations russes vers l'Europe au travers du gazoduc EuroSibérien (par l'Ukraine) et du gazoduc Yamal (par la Biélorussie) - a multiplié les pays de transit à destination de l'Europe. De la même manière, la dislocation du CAEM a fait sortir de l'orbite russe un certain nombre de pays qui, comme la république Tchèque, la république Slovaque, la Pologne, désormais membres de l'UE, sont les voies de passage des gazoducs russes vers l'Union européenne. Ces facteurs ont été perçus par Gazprom comme faisant peser des risques importants sur sa stratégie d'exportation. L'accroissement des capacités de transport, qui s'élèvent actuellement à 145 Gm<sup>3</sup> par an, répond également à une volonté de diversification visant à sécuriser les exportations vers l'Union européenne. Ainsi, la réalisation du North European Gas Pipeline (NEGP), permettant d'acheminer directement le gaz russe vers l'Europe du Nord par la mer Baltique (Allemagne), ouvrira une voie d'exportation pour la Russie ne transitant par aucun pays tout en offrant à Gazprom de nouveaux marchés pour ses exportations.

### **La concurrence de la Caspienne**

La dislocation de l'Union soviétique a donné naissance à une nouvelle zone potentiellement forte productrice d'hydrocarbures, la Caspienne. Celle-ci pourrait s'affirmer comme un concurrent majeur de la Russie voire du Moyen-Orient et redessiner la carte des approvisionnements de l'Europe et de l'Asie. Les Etats bordant la Caspienne qui hors l'Iran et la Russie sont principalement l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan, détiendraient des réserves encore incertaines mais importantes variant entre 16 et 39 Gb pour le pétrole et 6 000 et 8 000 Gm<sup>3</sup> pour le gaz naturel. De tels niveaux de réserves permettraient en 2010 d'assurer une production oscillant entre 2,4 Mb/j et 5,9 Mb/j pour le pétrole et entre 200 et 270 Gm<sup>3</sup> pour le gaz. La mise en valeur des hydrocarbures de cette zone nécessitant des investissements considérables, le développement des grands gisements d'hydrocarbures que sont Chirag, Azeri, Gunashli et Shah Deniz pour l'Azerbaïdjan et Karachaganak, Tengiz et Kashagan pour le Kazakhstan se fait sous l'égide des principales compagnies pétrolières

internationales au travers des formes contractuelles que sont les accords de partage de production.

### Quelques grands accords de partage de production en Caspienne dans les domaines pétrolier et gazier

Consortium	Gisements	Réserves estimées
<b>Azerbaïdjan</b>		
<b>AIOC</b> (Azerbaijan International Operating Company) : BPAmoco (25,5 %), Lukoil (10%), Total/Fina/Elf (10 %), National Iranian Oil Company (10 %), Turkish Petroleum (10 %) et la Socar (9 %)	<b>Chirag Azeri Gunashli</b>	Pétrole : 4,3 Gb
BP (25,5 %), Statoil (25,5 %), Socar (10%), LukAgip (10 %), TotalFinaElf (10%), TPAO (10%), NIOC (10%)	<b>Shah Deniz</b>	Gaz : 600 - 700 Gm <sup>3</sup>
<b>Kazakhstan</b>		
<b>OKIOC</b> : Offshore Kazakhstan International Operating Company : Shell Kazakhstan Exploration BV (14,29%), ExxonMobil (14,29 %), BPAmoco (9,5 %), Statoil (4,8 %), Agip (14,29 %), TotalFinaElf (14,29 %), British Gas International (14,29 %), Phillips Petroleum Kazakhstan Ltd (7,14%), Inpex North Caspian Sea Ltd (7,14%).	<b>Kashagan</b>	Pétrole : 40 Gb de réserves en place + 10 Gb de réserves récupérables Gaz associé : 425 Gm <sup>3</sup>
<b>KOS</b> : Karachaganak Operating Structure : ENI, via sa filiale Agip Karachaganak (32,5%), BG International (32,5%), Texaco (20%), Lukoil (qui a remplacé Gazprom - 15 %).	<b>Karachaganak</b>	Pétrole : 2,3 Gb Gaz : 1,37 Tm <sup>3</sup>
<b>TCO</b> : Tengizchevroil : Chevron (50%), ExxonMobil (25%), Kazakoil (20%), LukArco (5%).	<b>Tengiz</b>	Pétrole : 6 à 9 Gb

Source : A partir de **Sadek Boussena, Jean Pierre Pauwels, Catherine Locatelli, Carine Swartenbroekx**, *Le défi pétrolier : questions actuelles du pétrole et du gaz*, Vuibert, Paris 2006.

### Les enjeux géopolitiques des voies d'exportations des hydrocarbures de la Caspienne

L'affirmation de ce potentiel dépend toutefois de la levée de certaines contraintes en particulier celles relatives aux voies d'exportation des hydrocarbures vers les marchés consommateurs. La Caspienne est une mer fermée dont le statut juridique (mer *versus* lac) est incertain, objet de nombreux litiges entre les Etats riverains pour le partage des eaux territoriales. Dans ce contexte, le rythme de développement des gisements pétroliers et gaziers sera tributaire du choix voies d'exportation auquel vient s'ajouter la question des marchés d'exportation Europe ou Asie.

La problématique des voies d'exportation est un enjeu économique mais aussi politique pour une zone qui, de l'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan) à la Transcaucasie (Azerbaïdjan), a de nombreuses années durant été maintenue sous la domination de la Russie. Cette zone à la recherche d'une nouvelle intégration internationale est un lieu de confrontation entre différents intérêts, ceux de puissances comme les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou ceux d'acteurs privés, compagnies pétrolières internationales et nationales. La question des routes d'exportation vers l'Europe s'est longtemps focalisée autour du dilemme suivant : faut-il « sortir » ces pays de l'orbite russe en créant des voies d'exportation plus coûteuses mais qui brisent leur dépendance par rapport au système de transport russe ? Ou utiliser les réseaux de pipelines russes, que ce soit le réseau de gazoducs de Gazprom ou celui d'oléoducs de

Transneft (sachant que la solution par l'Iran, la moins coûteuse, a été rejetée compte tenu de l'opposition américaine) ?

En matière d'exportations pétrolières, compte tenu des instabilités politiques, des nombreux conflits locaux de la région et donc des risques encourus pour des investissements considérables, un panachage de diverses solutions a été retenu. D'une part, le BTC, l'oléoduc qui de Bakou (Azerbaïdjan) amène via Tbilissi (Géorgie) le pétrole au port turc de Ceyhan, ouvre une brèche dans la domination russe sur les exportations de la Caspienne. Mené par un consortium dont le leader est la compagnie internationale BP avec le soutien explicite du gouvernement des Etats-Unis, il est la pièce centrale du futur « East-West energy corridor ». D'une capacité de 1 Mb/j, il est approvisionné par le pétrole azéri et pourrait transporter une partie des exportations kazakhes. D'autre part, certaines exportations de la Caspienne et notamment du Kazakhstan continuent de transiter par le territoire russe au travers du Bakou-Novorossiisk, du pipeline Atirau-Samara mais surtout du CPC. Le Caspian Pipeline Consortium qui lie le gisement de Tengiz (Kazakhstan) au port de Novorossiisk en Russie a une capacité initiale de 0,56 Mb/j pouvant être portée à 1,5 million de barils/jour dès 2008-2010. Cet oléoduc, propriété de compagnies privées et d'Etats, est le premier réseau privé en territoire russe.

Les choix sont plus difficiles en matière gazière compte tenu de la spécificité des gazoducs qui, appartenant aux industries de réseaux, lient très étroitement un producteur à son consommateur. Les nouveaux gazoducs envisagés vers l'Europe visent notamment à acheminer le gaz de la Caspienne en Turquie. Ce pays pourrait d'autant plus se positionner comme un *hub* gazier que le « Blue Stream Pipeline » construit sous la mer Noire lui permet déjà de recevoir du gaz russe. Le gaz kazakh et turkmène pourrait être acheminé jusqu'à Bakou grâce à un gazoduc sous la Caspienne, le « Transcaspien », puis de Bakou jusqu'à Erzerum en passant par Tbilissi. Le « South Caucasus Pipeline » (le pendant au niveau du gaz du BTC) pourrait constituer la première étape d'une route « Caspienne-Turquie-Grèce-Europe de l'Ouest » transitant notamment par l'Italie. Une autre route pourrait passer par la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et atteindre l'Europe occidentale par l'Autriche. Ces solutions sont toutefois coûteuses alors même que les débouchés en Europe dans un contexte de marchés libéralisés ne sont pas garantis. Pour l'heure, l'essentiel des exportations de la Caspienne est destiné au marché russe, ce qui permet à ce pays de retarder les investissements nécessaires à la mise en production de nouveaux gisements (dont Yamal). L'utilisation du réseau de Gazprom pourrait être une voie d'évacuation du gaz caspien vers les marchés européens. Cela suppose toutefois que l'industrie gazière russe évolue vers un accès libre et non discriminatoire de tous les acteurs au réseau russe, ce qui pour l'heure est loin d'être envisagé par le gouvernement de V. Poutine.

### **L'Asie contre l'Europe pour les hydrocarbures de la Russie et de la Caspienne ?**

La question des marchés d'exportation des hydrocarbures de la Caspienne mais aussi de la Russie est loin d'être tranchée face à la croissance des besoins en hydrocarbures de l'ensemble de l'Asie, et tout particulièrement de la Chine. Son approvisionnement à partir de cette zone suppose la mise en place d'une infrastructure de pipelines sur grande échelle. Divers projets sont en concurrence, certains ayant plus de chance de se réaliser sur le court terme que d'autres en raison de coûts différenciés mais aussi des incertitudes sur la demande et donc de l'ampleur des investissements nécessaires. Ils pourraient dessiner la carte d'une concurrence possible entre l'Asie et l'Europe pour les hydrocarbures de la zone Caspienne-Russie.

Deux oléoducs sont aujourd'hui en voie de réalisation. L'un en provenance du Kazakhstan, le « West China-West Kazakhstan Oil Pipeline » devrait transporter, sur près de 6 000 km, 20 millions de brut par an en Chine. L'autre en provenance de Sibérie orientale (Russie) devrait se décliner en deux branches : l'une à destination de la Chine, l'autre vers le Japon. Les controverses qui ont eu lieu à son propos entre la Chine et le Japon sont les prémisses de la concurrence qui pourrait s'exercer entre les grands pays asiatiques, Chine, Japon, Inde, pour l'accès aux ressources en hydrocarbures de la zone Caspienne-Russie.

S'agissant du gaz naturel, deux voies d'importation sont envisageables à partir de la Caspienne : l'option turkmène (principalement à partir du gisement de Daulatabad) à destination de Shanshan dans la province du Xinjiang, soit une distance de plus de 6 000 km, pour un volume de 30 milliards de m<sup>3</sup> par an et l'option kazakhe à destination de Shanghai, soit une distance de 3 370 km, pour un volume de l'ordre de 25 milliards de m<sup>3</sup> par an. A moyen terme, les importations en provenance de la Russie restent pourtant l'option la plus crédible (car la moins coûteuse) que ce soit à partir du gisement de Kovytko, (province d'Irkoustk) ou de l'île de Sakhaline pour des fournitures de GNL.

### **Bibliographie succincte**

**AIE**, *World Energy Outlook 2004*, Paris, 2004.

**AIE**, *Russia energy survey 2002*, Paris, 2002.

**Sadek Boussena, Jean Pierre Pauwels, Catherine Locatelli, Carine Swartenbroekx**, *Le défi pétrolier : questions actuelles du pétrole et du gaz*, Vuibert, Paris, 2006.

**S. Boussena, C. Locatelli**, « Towards a more coherent oil policy in Russia ? », *Opec Review*, XXIX (2), juin 2005.

**EIA-DOE**, *Caspian Sea Region : Survey of Key Oil and Gas Statistics and Forecasts*, décembre 2004.

**Hooman Peimani**, *The Caspian Pipeline Dilemma : Political Games and Economic Losses*, Westport, Praeger, 2001.

**Jonathan Stern**, *The Future of Russian Gas and Gazprom*, Oxford Institute for Energy Studies, Londres, 2005.

**Ian Wybrew-Bond, Jonathan Stern**, eds, *Natural gas in Asia*. - Oxford Institute for Energy Studies, Londres, 2002.